

91 juin 2011 Transitions

Trimestriel – Iles de Paix – rue du Marché 37 – 4500 Huy

© Reporters

BELGIQUE – BELGIË
PP – B-22
Bruxelles X

Femmes
Quel genre
de vie?



L'habit ne fait pas le moine



91
juin 2011

Au Mali, dans une petite commune près de la frontière burkinabè...

Proches l'un de l'autre, deux périmètres maraîchers de taille comparable. Même l'œil peu habitué constate cependant vite des différences. Le premier est tout vert, le second l'est un peu moins. Le premier est équipé de châteaux d'eau, le second pas. Le premier dispose de panneaux solaires. Ils fournissent l'électricité requise pour puiser l'eau et l'envoyer dans les châteaux d'eau. Pas de panneaux solaires en vue, par contre, dans le deuxième. Enfin, dans le premier périmètre, les rangées de légumes sont quadrillées de petits tuyaux qui amènent l'eau (automatiquement, grâce aux châteaux d'eau) au pied de chaque plant. Dans le deuxième, en revanche, des femmes pompent l'eau à la main et irriguent leurs cultures au moyen de classiques arrosoirs.

Des deux périmètres, pas de doute, le premier est bien le plus beau, le plus moderne, le plus dans l'air du temps. C'est aussi le plus commode car il est automatique et épargne la corvée du pompage manuel de l'eau et de son transport à l'arrosoir jusqu'aux parcelles. C'est encore le plus ensemencé parce que les graines ont été offertes aux producteurs. C'est enfin la plus économe en eau, l'irrigation au goutte-à-goutte étant réputée la moins dispendieuse en or bleu.

Et pourtant, le périmètre Iles de Paix, c'est le deuxième...

Premièrement, parce que l'irrigation au goutte-à-goutte n'est pas indiquée pour des maraîchers débutants. Cette technique requiert un œil attentif, une certaine expertise, qui ne s'acquiert qu'avec le temps. C'est la raison pour laquelle les échecs sont nombreux, généralement parce que le système se bouche.

Ensuite, parce que les panneaux solaires ne fonctionnent plus quand leur batterie doit être remplacée. Or, les maraîchers n'ont pas les moyens de se payer une batterie neuve.

Troisièmement, parce que le don des semences aux producteurs, qui explique que le premier périmètre est entièrement cultivé, n'est pas la meilleure manière de les préparer à se débrouiller seuls après la fin du projet.

Quatrièmement, parce que les pompes manuelles, certes peu confortables et pour lesquelles une contribution financière des utilisateurs est exigée, sont réalisées avec une technologie dont la simplicité permet l'appropriation par les producteurs. Cela assure que dans la durée, c'est celle-là qui tiendra la distance.

Et enfin, parce que pour le prix du premier périmètre (23.000 euros à l'hectare), on en fait plus de quatre avec la seconde technologie, c'est-à-dire quatre fois plus de personnes dont les revenus, l'alimentation, la dignité s'améliorent.

Pour toutes ces raisons, même si les périmètres d'Iles de Paix n'en «jettent pas plein la vue», c'est bien dans cette voie que nous devons continuer. ●

Laurence Albert,
Secrétaire générale

Dans ce Transitions...

- Pages 3 et 4 **A suivre**: des nouvelles des actions Iles de Paix, au Nord et au Sud
- Pages 5 à 12 **Zoom**: un dossier spécial sur les **inégalités hommes-femmes**
- Pages 13 à 15 **Actus Nord-Sud**: des brèves d'actualité et le décryptage d'un terme du jargon des «développeurs»
- Page 16 **Le développement, c'est l'affaire des gens**: les portraits en questions-réponses de deux personnes qui, ici et là-bas, s'impliquent dans une démarche de développement.

Éditeur responsable
Laurence Albert
37, rue du Marché
4500 Huy

Ont collaboré à ce numéro
Laurence Albert
Mathieu Baehrel
Poupette Choque
Colette Dakouo
Laurent Deutsch
Pierre-Henri Dimanche
Olivier Genard
Philippe Morelle
Alicia Novis
Cindy Roland

Rédaction
Jacques Bodeux

Graphisme
Vincent Steinert

Transitions est édité par
Iles de Paix asbl
37, rue du Marché
4.500 Huy
Tél.: 085/23.02.54
RPM: 408.908.151
info@ilesdepaix.org
www.ilesdepaix.org

Belgique
C.C.P.

BE97 0000 0000 4949
BNP PARIBAS FORTIS
BE04 2400 2962 6531
CBC
BE30 1963 6001 1111
Déduction fiscale à partir
de 40 euros par an.

GD Luxembourg
DEXIA

LU24 0023 1454 6660 0000
CCPL
LU61 1111 0227 5355 0000
«Iles de Paix-Luxembourg»

édito

Transitions

Eau potable: tout un programme!

Dans les communes andines de Molino et Santa Maria del Valle, presque toute la population consomme, faute de mieux, de l'eau non potable. Pour résoudre ce problème, Iles de Paix a engagé un important programme d'appui avec l'aide de la Coopération belge.

À Molino, seulement 32 % des ménages sont raccordés à un réseau de distribution d'eau. La situation est pire encore à Santa Maria del Valle, où les familles disposant de l'eau à domicile ne représentent que 19 % de la population. La plupart des gens sont donc contraints de s'approvisionner tant bien que mal aux sources et cours d'eau.

Fait aggravant, l'eau distribuée ne respecte pas les normes de potabilité et s'avère impropre à la consommation. On peut donc considérer que, dans ces deux communes, l'ensemble de la population est, dans les faits, privée d'une eau saine. On devine les conséquences fâcheuses de cette situation pour le confort et, plus encore, pour la santé des gens. Les maladies diarrhéiques aiguës sont fréquentes et les enfants en sont les premières victimes.

Des réseaux et des compétences

Jusqu'il y a peu, les deux municipalités avaient quelque peu négligé le dossier de l'eau, préférant se focaliser sur des actions en faveur de l'éducation et de la santé.

L'accès à l'eau potable est aujourd'hui l'une des principales priorités, tant des autorités municipales que des populations. Celles-ci vivent majoritairement dans des communautés rurales (petits villages) très isolées. Et c'est justement dans ce monde rural, à l'habitat dispersé, qu'il est particulièrement difficile et coûteux d'installer des réseaux de distribution. Les statistiques nationales en témoignent : si dans les villes péruviennes, 82 % des ménages sont raccordés, ils ne sont que 25 % à l'être dans les campagnes.

L'action qu'a engagée Iles de Paix et qui va s'étaler sur trois ans comporte deux grands volets. Il s'agira d'une part d'améliorer la gestion des réseaux de distribution. Cela suppose le renforcement des compétences des services qui sont chargés de leur maintenance, de leur assainissement et de l'encadrement des petits comités œuvrant dans les communautés. D'autre part, un appui sera apporté aux municipalités pour l'aménagement de nouveaux réseaux de distribution dans des communautés qui en sont dépourvues.



Pour un effet déclencheur

Le programme prévoit l'installation, la réhabilitation ou l'extension de onze réseaux de distribution d'eau potable qui assureront l'approvisionnement de 4 654 personnes, soit environ 15 % de la population des deux communes. Il faut souligner que les municipalités assumeront 59 % du coût de ces aménagements.

Cet impact à hauteur de 15 % de la population peut paraître faible, mais les municipalités seront en mesure de poursuivre le développement de leurs réseaux de distribution d'eau potable au-delà de l'intervention d'Iles de Paix. Elles auront en effet acquis des capacités renforcées dans l'identification et la mise en œuvre de tels projets et une meilleure connaissance des partenaires financiers pouvant les y aider.

Le programme soutenu par Iles de Paix à Molino et Santa Maria del Valle n'a donc pas l'ambition d'apporter la solution finale à tous les problèmes que vivent ces deux communes pour généraliser la distribution d'une eau saine à l'ensemble de leur population. Mais il aura, on peut le souhaiter, un effet déclencheur, en mettant les acteurs locaux en mesure de prolonger et d'amplifier ce qui aura été accompli.

Soulignons que ce programme eau potable représente un très gros investissement : un peu plus de 500 000 euros⁽¹⁾. Il n'aurait pu être engagé sans l'apport (80 % de cette somme) de la Coopération belge. Grâce à un tel cofinancement, l'argent confié à Iles de Paix par ses sympathisants est, en quelque sorte, multiplié par cinq! ●

(1) L'apport des communes vient en sus.

Bonne gouvernance Ici, on interpelle!

Offrir aux citoyens la possibilité d'interpeler les élus locaux sur les problèmes qui les préoccupent, de dialoguer avec eux sur la gestion de leur commune. C'est la vocation des « espaces d'interpellation et de dialogue communautaire » proposés dans deux communes du Burkina Faso.

à suivre...

L'amélioration de la bonne gouvernance locale figure parmi les objectifs poursuivis par toutes les interventions d'Iles de Paix. Cette dimension est particulièrement importante en Afrique de l'Ouest, où les communes sont souvent de création récente et les élus peu formés à l'exercice de la gestion d'une collectivité.

Au Burkina, par exemple, Iles de Paix a organisé de nombreuses formations sur des thèmes très divers pour les conseils municipaux : rôle des communes dans le cadre de la décentralisation, gestion de l'eau, politique de taxation pour une mobilisation de ressources locales, maîtrise d'un chantier, élaboration d'un plan de développement, etc.

Cet accompagnement des conseils municipaux constituait surtout un appui à la décentralisation. Pour parler pleinement de promotion de la bonne gouvernance, il fallait impliquer dans cette démarche non seulement les élus, mais aussi d'autres acteurs locaux, la société civile dans son ensemble.

Iles de Paix a franchi ce cap cette année. Il a organisé, dans les communes de Yamba et Diapangou, des grands forums mettant en contact les élus et leurs administrés.

Dialogue et interpellation

Au départ, ces forums avaient été envisagés comme une sorte de formation interactive sur les concepts de la décentralisation et le rôle des différents acteurs qui y sont impliqués. Finalement, Iles de Paix a opté pour la proposition d'une association burkinabè,

l'Association monde rural (AMR), qui s'est spécialisée dans des interventions sur la bonne gouvernance par l'organisation d'« espaces de dialogue et d'interpellation communautaire ».

La notion d'interpellation est essentielle dans la démarche d'AMR. Elle implique que les responsables communaux rendent des comptes à leurs concitoyens, expliquent leurs décisions et projets, le cas échéant se justifient. Il peut aussi bien être question d'impôts locaux, d'accès à l'eau, de désenclavement d'un village, que de soutien à l'agriculture. Ce sont les citoyens qui établissent en toute liberté les sujets qu'ils vont aborder avec leurs élus.

Cela peut évidemment susciter quelques réticences chez ces derniers, on peut le comprendre. Toutefois, ceux qui se sont soumis ailleurs à cet exercice admettent généralement qu'il fut en réalité très bénéfique, même pour ceux qui le craignaient le plus. Il a notamment dissipé des malentendus, permis de fournir aux populations des explications utiles, coupé court à certaines rumeurs infondées, etc. Il a aussi sensibilisé les citoyens aux difficultés que rencontrent les responsables municipaux dans l'accomplissement de leur tâche !

Le début d'un processus

Les deux espaces de dialogue et d'interpellation communautaire de Yamba et Diapangou, programmés en ce mois de juin, se seront clôturés au moment où vous lirez ces lignes. À chaque fois deux journées pleines, qui auront fortement mobilisé les élus et leurs administrés.

C'est tout au moins ce que permettait d'augurer la longue phase de préparation et de mise en place qui a précédé leur tenue : présentation et explication de la démarche aux autorités de tutelle (province et région), aux élus lors d'un conseil municipal, activités de sensibilisation dans chaque village des deux communes, mise en place d'un comité d'organisation, etc. Quatre élus, dont les deux maires, ont même effectué une visite dans des communes qui avaient vécu pareille initiative pour partager l'expérience de leurs collègues.

Dans les deux communes, l'« espace » de juin ne sera pas le point d'orgues, mais plutôt, grâce au travail d'un comité de pilotage et de suivi, l'amorce d'un processus d'interpellation et de concertation. Ce dernier doit marquer sur la durée la gestion des affaires publiques, ancrer dans la transparence une culture de bonne gouvernance.

Le travail d'AMR et sa démarche paraissent en tout cas d'ores et déjà très prometteurs. Si cette expérience, à la fois positive et innovante, est couronnée de succès à Yamba et Diapangou, elle pourrait à l'avenir s'intégrer dans chacune des interventions africaines d'Iles de Paix. ●

Voilà un interpellant qui ne mâche pas ses mots !



© IDP



© Reporters

Hommes-femmes Un jeu de rôles très inégal

Les comportements que nous adoptons, hommes et femmes, dépendent de l'espace de liberté dont nous pensons bénéficier. Ces espaces, construits socialement, ne sont pas les mêmes. La société parfaitement égalitaire, qui ne se soucierait pas plus du sexe que du groupe sanguin ou du signe du zodiaque, est en marche, mais n'arrivera probablement pas demain. Ce n'est pas une raison pour ne pas agir afin de presser son avènement !

Les rôles socialement attribués aux femmes varient d'une culture à l'autre. Il se fait qu'ils sont le plus souvent moins valorisés que ceux des hommes. Toujours, toutefois, ces rôles leur réservent malgré tout des possibilités considérables pour contribuer à, voire entreprendre, des actions qui les épanouissent,

accroissent le bien-être de leur famille et/ou de leur communauté. Elles sont par exemple au centre de l'éducation des enfants, que l'on sait cruciale. Cette tâche, mal partagée, peut d'ailleurs constituer un obstacle de plus dans leur parcours de vie.

Le regard porté dans ce numéro sur les situations prévalant dans notre société – qui aurait mérité mille nuances additionnelles – montre combien le genre est une question complexe, même dans un univers culturel que nous pensons bien connaître. Le Zoom du prochain *Transitions* s'attachera à illustrer en quoi l'égalité des hommes et des femmes est un objectif des actions de développement, mais aussi en quoi elle est un moyen de mener à bien ces actions. ●

La cause des femmes Tant d'obstacles restent à franchir

Malgré des décennies de luttes et des acquis substantiels, les femmes n'ont pas encore vraiment obtenu gain de cause. Partout subsistent les discriminations et, plus sournoisement, la reproduction des stéréotypes et modèles qui les fondent.

De tout temps et en tous lieux, les femmes ont eu à subir et subissent encore la discrimination. On pense spontanément à certains pays, où la tradition, la religion les confinent dans des positions subalternes, tant dans la société que dans l'espace familial. On évoque les mariages forcés, les divorces expéditifs, le droit réduit à la propriété, voire les mutilations génitales.

Mais chez nous, dans nos sociétés occidentales, qu'en est-il de la situation des femmes ? Ont-elles réellement conquis au fil des combats menés de longue date, mais surtout ces cinquante dernières années, à la fois leur émancipation et des droits égaux à ceux dont disposent les hommes ?

Beaucoup considèrent que la cause féministe l'a emporté et que les militantes qui s'acharnent ne sont que harpies ou « chiennes de garde », comme certaines se nomment ironiquement. C'est aller, sans doute, un peu vite en besogne.

Malgré les incontestables victoires enregistrées sur les fronts de l'éducation, de la gestion propre des biens, de la contraception et de l'avortement, de la carrière professionnelle, etc., toute une série de valeurs, d'attitudes, fondées sur des modèles stéréotypés profondément intériorisés, perpétuent une construction sexuée de la société. Les femmes, quoi qu'on en dise, ne sont pas encore tout à fait « aussi égales » que les hommes.

Une famille qui façonne

L'attribution différenciée de rôles et de caractères, aux filles et aux garçons, se fait dès la prime enfance, au sein de la famille. On ne se formalise pas que le garçon se montre agressif et revendicatif. On dira au contraire qu'il a du caractère, qu'il est déterminé, qu'il sait ce qu'il veut et que cela ne pourra que lui profiter dans son parcours de vie. Un vrai petit mâle ! De la fille, on ne s'étonne pas qu'elle se révèle fragile, docile et, pourquoi pas ?, un peu craintive. N'est-ce pas sa nature intrinsèque ?



© Reporters

Dès le cocon familial, des propositions différenciées à être ceci ou cela.

Face à leur enfant, les parents ont des présupposés et des anticipations bien différentes selon qu'il s'agit d'une fille ou d'un garçon. Ils ont, sans en être conscients, pour chacun, un modèle en tête, une sorte de proposition à être ceci ou cela.

L'enfant, généralement, répond à ce modèle qu'on lui suggère, comprenant inconsciemment qu'il doit s'ajuster à ce que l'on attend de lui. Le garçon se montrera volontiers plus extraverti, ouvert sur le monde extérieur, tandis que la fille se cantonnera davantage dans les valeurs du foyer et les tâches qui lui sont liées. Comme maman, même quand celle-ci travaille à l'extérieur, elle prendra plaisir – de nombreux jouets l'y aideront ! – à s'exercer à être une bonne ménagère.

Les valeurs transmises aux enfants de chaque sexe sont, elles aussi, bien différentes. Les garçons sont davantage stimulés à l'action, à la réussite, à la compétition, quand les filles se voient proposer l'idéal de la séduction, du souci de l'autre, de la solidarité. Les idées reçues et transmises préparent chacun à remplir dans la société un rôle bien distinct.

Ces rôles et les aptitudes qu'ils requièrent ne sont pas tout à fait connotés de la même manière. On mettra davantage en exergue les vertus et attitudes masculines, plus aptes à propulser l'individu au sein de la société, à lui faire prendre le monde à bras-le-corps et à s'y imposer. Les garçons acquièrent ainsi par leur éducation spécifique une plus grande confiance en soi. Cela ne sera pas un mince atout dans la poursuite d'une réussite sociale.

Des trajets scolaires très balisés

Il a fallu longtemps pour que les filles accèdent à la même éducation scolaire que les garçons. Ce n'est par exemple qu'en 1864 que l'ardente féministe Isabelle Gatti de Gamond a créé à Bruxelles le premier Cours d'éducation pour jeunes filles.

© Reporters



A l'école : le règne des petites filles modèles.

La multiplication des établissements scolaires, l'obligation scolaire pour tous, l'introduction progressive de la mixité dans les classes ont peu à peu concouru à une égalisation des chances entre filles et garçons dans le domaine de l'apprentissage du savoir.

Aujourd'hui, le problème semble dépassé. Mieux encore, les filles se révèlent à l'école globalement plus brillantes que les garçons. Une étude du Service public fédéral Emploi a mis en évidence qu'en 2009, les femmes belges en âge de travailler avaient proportionnellement un niveau d'éducation supérieur à celui des hommes : 31,5 % de femmes disposant d'un diplôme d'enseignement supérieur contre 27,4 % des hommes.

Donc, les filles d'aujourd'hui étudient plus longtemps que les garçons et obtiennent même jusqu'en

Vous avez dit genre ?

Le genre (de l'anglais gender) ne se réfère pas aux différences biologiques ou physiologiques entre les sexes, mais bien à la construction sociale de la masculinité et de la féminité. Le genre ne fait donc pas référence à des caractéristiques anatomiques, mais bien psychologiques, mentales, sociales, économiques, etc. Le genre, c'est l'identité construite par l'environnement, au sens large, des individus, résultat de mécanismes puissants de construction et de reproduction sociale, au travers notamment de l'éducation.

Le concept de genre, forgé dans les années 1990, part donc de la constatation par des études inter-culturelles et anthropologiques que les relations entre hommes et femmes sont socialement et culturellement définies. Qu'elles ne sont pas universelles et dépendent de la société, de l'époque, voire de la classe sociale. Elles ne vont donc pas de soi et peuvent être modifiées. Ce à quoi s'attache, partout dans le monde, le mouvement féministe, qui dénonce le caractère déséquilibré,

au détriment des femmes, de ces relations.

Le gender mainstreaming est une stratégie qui a pour ambition de renforcer l'égalité hommes-femmes dans la société en intégrant la dimension genre dans le contenu des politiques publiques. On examine de manière comparative, dans tel ou tel domaine, la situation des hommes et des femmes concernés, on identifie les éventuelles inégalités entre les sexes et on cherche à les réduire ou à les éliminer.

En Belgique, l'Institut pour l'égalité des hommes et des femmes, une institution publique fédérale créée en 2002, a, entre autres, pour mission, via cette stratégie de gender mainstreaming, de garantir et de promouvoir, notamment dans la fonction publique mais pas seulement, l'égalité des genres, de combattre toute forme de discrimination. L'action de cet institut vise à ancrer cette égalité dans la société pour qu'elle devienne une évidence, dans les mentalités et les pratiques. ●

ZOOM

fin des études secondaires de meilleurs résultats que ceux-ci. La petite fille modèle est aussi une élève exemplaire.

La balance scolaire semble désormais pencher du côté féminin et il n'y aurait plus sur ce terrain de discrimination. À moins que ces réalités (taux de réussite plus élevé pour les filles et plus grande fréquentation de l'enseignement supérieur) ne doivent être interprétées comme une discrimination dont seraient victimes... les garçons !

Des différences néanmoins persistent au détriment des femmes : elles sont moins présentes dans les filières de l'enseignement supérieur les plus prestigieuses et les plus porteuses pour une réussite professionnelle. Elles sont encore peu nombreuses dans les études mathématiques et scientifiques, tandis qu'elles sont largement majoritaires dans les branches littéraires, sociales, paramédicales et celles débouchant sur la pratique de l'enseignement.

Est-ce le résultat du modèle éducatif qui leur a été appliqué, d'un manque de confiance en soi face aux matières ou filières réputées les plus ardues, le souci de se cantonner à des études qui les amèneront à des professions leur permettant de concilier travail et vie

familiale ? Un peu de tout cela sans doute. Toujours est-il que de nombreuses filles semblent persister à adapter leur parcours scolaire aux stéréotypes qui ont présidé à leur éducation au sein de la famille et plus globalement à ceux suggérés par la société.

L'empreinte des médias

S'il est un univers qui se sert des stéréotypes, quitte à les exacerber, c'est bien celui de la publicité, pour lequel la femme, réputée reine de la consommation domestique, constitue une cible privilégiée. Ses messages magnifient sans réserve tous les attributs supposés de la féminité : grâce, raffinement, éternelle jeunesse, sophistication, séduction, mais aussi... raison, esprit pratique, souci d'économie. La femme libérée, dont la publicité livre volontiers une image hypersexualisée, est aussi rappelée à ses fonctions de maîtresse du foyer et de mère de famille.

La presse destinée aux filles et aux femmes n'est pas en reste dans l'exploitation et le matraquage des stéréotypes de genre. On y trouve notamment une exaltation d'une féminité qui n'est souvent qu'une invitation à se conformer à une image répondant aux attentes supposées des hommes. Ces derniers sont par ailleurs aussi mis sous influence, renvoyés aux modèles masculins les plus rebattus, faisant la part belle à la force et à la virilité.

Il est intéressant aussi de se pencher sur le traitement que réserve aux femmes la presse généraliste, celle qui s'adresse à tous, médias audiovisuels, journaux quotidiens et magazines. L'étude *Quel genre d'info?*⁽¹⁾, menée en 2010 en Belgique francophone, révèle que si les femmes représentent 51% de la population, elles ne constituent que 28% des personnes vues, entendues ou lues dans l'ensemble des médias d'information. Lorsque l'on se penche sur les circonstances dans lesquelles les femmes sont citées, c'est encore plus significatif. 19% sont évoquées en tant que mère, fille ou épouse (ce qui n'est le cas que pour 8% des hommes). On a majoritairement recours aux femmes comme expression de la *vox populi* ou simples témoins oculaires, là où les hommes sont surtout des experts ou des porte-parole. Les stéréotypes sont toujours bien vivants et ne sont pas près de dépérir ! D'autant que du côté des transmetteurs d'information, la balance penche largement du côté des hommes, qui constituent 65% des journalistes. Une situation qui s'explique par la condition ou la trajectoire de vie réservée aux femmes. Si les jeunes journalistes agréés sont désormais majoritairement des femmes, celles-ci quittent massivement la profession vers 35 ans parce que le métier est peu compatible avec leur vie de famille.

Un horizon professionnel limité

On n'éduque plus seulement les filles, comme par le passé, pour une carrière d'épouse et de mère. Elles sont désormais massivement actives sur le marché du travail.

Un écart salarial persistant

En Belgique comme ailleurs, l'écart salarial entre les hommes et les femmes demeure conséquent. En 2010, les femmes gagnaient en moyenne, globalement, 23% de moins que les hommes. Cela s'explique par trois raisons.

- Les femmes travaillent davantage à temps partiel. 43% d'entre elles sont dans ce cas, contre 8% des hommes. Ce n'est pas toujours un choix de leur part.
- Les hommes ont plus souvent accès aux fonctions les mieux rémunérées. Tout d'abord parce qu'ils sont plus présents dans certaines filières d'études supérieures, notamment scientifiques. Ensuite, parce qu'un employeur a tendance à considérer que la femme, qui est susceptible de se consacrer à la maternité et à l'éducation de ses enfants, risque de délaisser son activité professionnelle. La hiérarchie a dès lors tendance à privilégier un homme quand il s'agit de nommer quelqu'un à une fonction élevée.
- La règle à travail égal salaire égal n'est pas appliquée partout. C'est illégal. C'est devenu très rare dans les emplois qui font l'objet de barèmes précis, mais cela demeure une réalité dans certains emplois, en particulier du secteur privé.

On peut ajouter que les femmes sont sans doute moins acharnées dans leurs tractations avec les employeurs, notamment dans ces professions de haut vol, où le salaire se négocie âprement. Malgré tout cela, l'écart salarial est en diminution depuis quelques années dans notre pays. Il était encore de 28% en 1999. En Europe, la Belgique est plutôt un bon élément à cet égard. Parce que, note l'Institut pour l'égalité des hommes et des femmes, nous avons une fixation fortement collective du niveau des salaires, de très nombreuses femmes sont hautement diplômées et il existe de bonnes possibilités pour combiner vie privée et vie professionnelle. Il n'en reste pas moins vrai que des progrès restent à accomplir et qu'une des priorités serait sans doute de revaloriser les bas salaires de nombreux métiers typiquement féminins. ●

(1) *Genre fait référence ici au genre sexué. Cette étude s'inscrit dans le cadre du Global Media Monitoring Project, créé dans la foulée de la Conférence mondiale sur les femmes organisée par l'ONU à Pékin, en 1995.*



© Reporters

ZOOM

Travail : au top niveau, le règne des hommes.

Elles n'y occupent cependant pas tout à fait les mêmes créneaux que les hommes. On trouve surtout les femmes dans des professions centrées sur la famille, l'éducation et l'enseignement, le social, l'administration et les services aux particuliers. Cela traduit assez clairement l'éducation reçue dès le plus jeune âge, le moule qui leur a été proposé : ouverture aux autres, don de soi, solidarité, mais aussi, pour bien des professions, séduction et beauté.

Il est à noter que dans les secteurs où les femmes sont largement majoritaires, la proportion d'hommes augmente au fur et à mesure que l'on grimpe dans la hiérarchie. Dans les écoles, par exemple, les postes de direction sont surtout l'apanage de la gent masculine.

Dans le monde des entreprises, que les femmes ont malgré tout progressivement investi, leur horizon de carrière apparaît nettement moins ouvert que celui des hommes. Si on ne remet plus en cause, ou de moins en moins, les compétences des femmes, on leur dénie encore souvent une aptitude à l'autorité, à la direction. Et quand bien même elles en feraient preuve, leur vocation à la maternité constitue un frein considérable : on doute de leur disponibilité, de leur capacité à assurer une totale continuité dans leur carrière. Et de fait, la maternité fait perdre à la plupart des femmes le fil conducteur de leur trajectoire professionnelle. Elles accumulent ainsi les désavantages et se trouvent enfermées dans une sorte de cercle vicieux.

Le phénomène de la double journée, les femmes assurant au foyer la grosse partie des tâches, joue également en leur défaveur.

Tout cela concourt à constituer ce qu'on appelle le plafond de verre, un ensemble d'obstacles non dits, qui empêchent souvent les femmes d'accéder aux plus hautes fonctions et responsabilités.

Globalement, cela se traduit par des revenus féminins inférieurs à ceux des hommes, phénomène aggravé par le fait qu'elles sont relativement nombreuses à adopter, de gré ou souvent de « force », la pratique d'un temps partiel.

Politique : le pré carré des hommes

Si les femmes n'occupent que très peu de fonctions dirigeantes dans le monde de l'économie et du travail, qu'en est-il dans la sphère politique ? Force est de constater que les femmes sont encore bien moins représentées dans cet univers qui se caractérise plus que d'autres par le combat « viril », l'exacerbation des rivalités, les grandes manœuvres de l'ambition.

© Reporters



Manif au parlement : il manque des femmes au gouvernement !



© Reporters

Trop de victimes, enfermées souvent dans un lourd silence.

Là encore, les femmes sont sans doute mal préparées par leur éducation à prendre la main, à s'imposer, à se placer au premier rang. Il y a bien sûr des femmes (des femmes d'exception, dit-on parfois) qui font carrière en politique, certaines se hissant au plus haut niveau. On salue alors, non sans une pointe de réprobation parfois, leur capacité à gérer de front leur carrière et leur vie de famille. On souligne aussi souvent, davantage en tout cas que pour les hommes, leur ambition, voire leur arrivisme.

La plupart du temps, les postes ministériels réservés aux femmes, toujours minoritaires dans les gouvernements, renvoyaient aux domaines qui leur sont traditionnellement attribués par la société : santé, éducation, famille, droits de l'homme, voire, il n'y a pas si longtemps, condition de la femme !

Les choses ont bien évolué et on les voit aujourd'hui investies des matières les plus nobles et les plus importantes.

Cette évolution est le résultat d'un long combat. Il a fallu batailler rudement pour que les femmes figurent sur les listes électorales, y figurent à des places éligibles, et finalement soient élues.

Pour en arriver à cela, il a été nécessaire, dans maints pays, de passer par une politique des quotas ou plus généralement imposer la parité² dans les listes électorales (2003 en Belgique). Malgré cela, les femmes élues demeurent très minoritaires. Elles ne constituent dans notre parlement fédéral qu'un peu plus de 30 % des élus, et notre pays est loin d'être à cet égard un des mauvais élèves de l'Union européenne.

Sans doute faudrait-il sonder les préjugés des électeurs et même des électrices. Sont-ils ou elles naturellement enclin(e)s à considérer que les femmes sont aptes à l'exercice du pouvoir politique au même titre que les hommes ?

Une société qui leur fait la vie dure

Nos sociétés se targuent d'avoir éliminé la plupart des discriminations à l'égard des femmes. Pourtant, il demeure comme un terreau suspect où se reproduit l'idée, la conviction, que les femmes ne sont pas tout à fait les égales des hommes.

(2) La féministe française Elisabeth Badinter était pour sa part opposée à l'imposition de quotas ou de la parité, parce que cela revenait selon elle à considérer que les femmes sont incapables d'arriver au pouvoir par elles-mêmes.

La violence, encore et toujours

La violence contre les femmes et les filles demeure un phénomène récurrent et généralisé à l'ensemble de la planète, à toutes les races, à tous les milieux sociaux et culturels. Cette violence, elles la subissent, par rapport aux hommes, de façon lourdement disproportionnée.

D'après une étude fondée sur des enquêtes menées dans 50 pays, une femme sur trois a reçu des coups, subi des relations sexuelles non consenties ou d'autres formes de mauvais traitements au cours de son existence. Selon l'Organisation mondiale de la santé, environ 70 % des femmes victimes d'homicide ont été tuées par leur conjoint. La violence domestique est la première cause de mortalité chez les femmes. Un ménage belge sur trois connaît dans son entourage un cas grave de violences conjugales.³

Le problème est que ces faits de violence sont trop rarement dénoncés. Un sentiment de honte, de culpabilité, la peur de l'autre et aussi, la dépendance financière empêchent souvent les victimes d'appeler à l'aide, de dénoncer, et plus encore de demander réparation. Comment par ailleurs réagir au harcèlement ordinaire, à ces atteintes en apparence banales mais répétées à la dignité et à l'intégrité psychologique ?

En Belgique, un plan d'action national de lutte contre les violences entre partenaires est mis en œuvre. Un numéro vert permet à la victime ou à son entourage de s'informer, d'être orienté vers des services sociaux ou juridiques, afin d'obtenir aide et protection. Ce plan national s'est ouvert en 2010 à d'autres formes de violences de genre, comme les mariages forcés, les mutilations génitales ou les crimes d'honneur, nouveaux défis dans une société devenue multiculturelle.

S'agissant du viol, violence extrême que l'affaire Strauss-Kahn a replacé au centre des préoccupations et des revendications féminines, il s'en produirait dans notre pays pas moins de huit par jour. Un cas sur dix seulement serait dénoncé et très peu d'affaires déboucheraient sur une condamnation. Voilà qui donne à réfléchir. ●

(3) Données tirées du dossier Amnesty sur les violences faites aux femmes (amnesty.be).

Cela ne s'avoue pas vraiment, sauf par des individus ou dans des cas quelque peu caricaturaux. En réalité, cela, plutôt, se pratique. En témoignent les violences faites aux femmes, et singulièrement dans ce cocon qu'est pourtant censé constituer le foyer. Ce passage à l'acte violent, parfois mortel, n'est-il pas le signe que pour certains, la femme est un être infé-

La double peine

Les femmes consacrent au travail domestique, non rémunéré, bien plus de temps que les hommes. D'après une étude de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) portant sur ses pays membres (les nantis de la planète), les femmes s'adonnent à ces tâches 148 minutes par jour de plus que les hommes. L'écart ne serait en Belgique « que » de 94 minutes.

Parmi les tâches domestiques, celles concernant les enfants sont les plus inégalement réparties, les mères passant deux fois plus de temps que les pères à s'en occuper.

Bien qu'elles aient investi en nombre la vie professionnelle, les femmes demeurent les fées de logis et les mères attentionnées, ces fonctions les condamnant à une sorte de double peine, si du

moins on considère le travail sous cet angle. Pour beaucoup de femmes, la seule issue est l'adoption d'un travail rémunéré à temps partiel, ce qui a pour effet de compromettre leur trajectoire professionnelle et aussi de fragiliser leur situation financière, singulièrement en cas de divorce et à leur retraite.

L'étude de l'OCDE met en lumière l'importance de ce travail domestique non rémunéré, de ce travail qui, pour être « invisible », non pris en compte par les indicateurs traditionnels comme le PIB, n'en constitue pas moins une part importante de l'activité économique. Elle recommande donc qu'on prenne en compte la production des ménages dans les mesures de richesse et de bien être. Fiche travail en perspective pour les statisticiens! ●

rieur, sur lequel on peut exercer un pouvoir, et châtier pour non-conformité à ce que l'on attend d'elle : fidélité, service, obéissance, adhésion à des valeurs, etc. On croit souvent le phénomène plus marqué dans les milieux modestes. Rien n'est plus faux : il n'épargne aucune catégorie sociale. Et il est tellement courant qu'il a fallu voter des lois spécifiques, sur la violence et le viol au sein du foyer, pour tenter de l'endiguer.

S'agissant de cette forme de violence à la fois si particulière et si extrême qu'est le viol, il faut souligner combien ce crime porte atteinte à l'intégrité, à la dignité de la femme. Il remet radicalement en question en les niant les droits que les femmes ont si chèrement conquis sur la libre disposition de leur corps et de leur sexualité. Dans l'esprit de certains hommes et, comme sournoisement, dans les recoins d'une sorte d'inconscient collectif, la liberté sexuelle de la femme demeure sujet à caution, soit que l'on stigmatise celle qui s'en targue, soit qu'on puisse en ce domaine s'imposer à la femme sans que cela prête vraiment à conséquence. L'affaire Strauss-Kahn et les dérapages verbaux qu'elle a suscités nous en ont encore fourni la claire illustration.

Combats inachevés

Oui, décidément, il reste beaucoup à faire, malgré les avancées obtenues par les mouvements féministes, pour assurer l'égalité des sexes.

Il y a dans les combats à mener pour y parvenir une dimension politique, pour amener l'État, les pouvoirs publics à garantir aux femmes tous les droits dont disposent les hommes, combattre les discriminations, sanctionner les injustices dont elles sont victimes et, plus encore, les atteintes faites à leur dignité et à leur intégrité.

Il est des domaines, cependant, où l'État apparaît bien impuissant. Celui notamment de la vie privée, où la répartition inégalitaire des tâches et des fonctions pénalise le parcours et l'émancipation des femmes. Celui surtout d'une représentation collective de la femme qui se nourrit encore et toujours de stéréotypes profondément discriminants, qui freinent ou compromettent leur épanouissement humain.

Vaste et difficile combat en perspective. Car, comme l'affirme l'anthropologue Françoise Héritier, *la domination de la femme par l'homme n'est propre ni à une époque ni à une société donnée. Elle s'enracine dans les structures de l'imaginaire collectif*. Dans celui des hommes comme dans celui des femmes, qui finissent par se fondre et se reconnaître dans le modèle qui leur est proposé, une prétendue nature féminine ou masculine.

Qu'on ne s'y trompe pas, le combat pour l'égalité des genres ne vise pas à une uniformisation des hommes et des femmes, mais bien plutôt à leur mutuelle émancipation. En se libérant des rôles contraignants qui leur sont imposés, ils et elles pourront enfin révéler leur véritable personnalité et se forger leur propre chemin.

Rêvons d'une société dans laquelle les chances d'accès à l'épanouissement personnel ne soient pas davantage liées au sexe (ou à la race, la nationalité, la religion) qu'aujourd'hui, au signe du zodiaque ou au groupe sanguin. Mieux encore, construisons une société où le genre ne sera plus, tout simplement, un élément relevant. ●

Des filles préfabriquées

Comment fabrique-t-on les filles... et les garçons? Comment les différences entre sexes se reproduisent-elles encore dans nos sociétés qui prétendent pourtant abolir les inégalités entre hommes et femmes?

Dans un petit ouvrage très pédagogique, qui peut être lu par les ados, Laure Mistral démonte les rouages d'une machine sociale qui, encore et toujours, impose à chaque sexe des goûts et des conduites, et ce à chaque étape de la vie et dans tous les domaines. Même si elle n'utilise plus les mêmes moules que par le passé, la fabrique des genres fonctionne toujours avec une redoutable efficacité.

Un ouvrage très construit, enrichi de témoignages de jeunes filles, de femmes et de quelques spécialistes (une historienne, une anthropologue et deux sociologues). ●

La fabrique de filles, Editions Syros-Amnesty International, 2010, 253 pages.

Continuer le combat

Depuis Pékin et la IV^e Conférence onusienne des femmes en 1995, les États, dont la Belgique, ont pris des mesures pour progresser vers l'égalité des sexes. Il reste, cependant, beaucoup à faire...

La Belgique a créé des outils pour garantir le suivi et l'application des engagements pris à Pékin. Elle a promulgué la loi du 12 janvier 2007 qui contrôle l'application des résolutions de la Conférence, intégrant le genre dans l'ensemble des politiques fédérales. Elle a révisé la Constitution (2002) et adopté des législations pour assurer la composition paritaire des listes électorales. Quelques exemples :

- l'évaluation d'impact de « genre » (le « gender mainstreaming ») des mesures prises par le gouvernement ; la priorité de la dimension de genre dans le cadre de certaines politiques (notamment la coopération au développement) ;
- le « gender budgeting », l'analyse de genre de la répartition des budgets ;
- l'intégration d'une dimension de genre dans les statistiques.¹

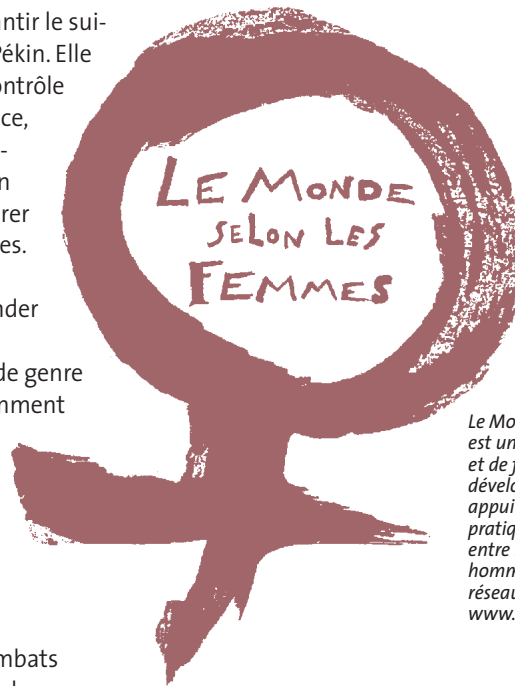
Une image biaisée

Ces avancées sont significatives des combats menés par les ONG, les conseils de femmes, les mouvements féministes : des listes électorales plus équilibrées sont enfin un acquis...

Mais, quels combats reste-t-il à mener pour les femmes dans notre pays ? Un d'entre eux concerne le travail sur l'image et les stéréotypes de genre. Les médias sont de puissants vecteurs d'information et de représentations sociales. Une démarche critique par rapport à ceux-ci permettrait de mettre en lumière les inégalités entre les sexes et d'y être désormais vigilant.

Comme le rappelle l'enquête internationale *Global Media Monitoring Project* publiée en 2010², « l'information gomme une femme sur deux et seulement 28 % des personnes vues ou interrogées dans les médias de la Communauté française sont des femmes ». Il est toujours bien rare de lire, dans les revues ou les quotidiens actuels, des informations sur les activités menées par des femmes. En réalité, seules les actions des hommes sont en grande partie mises en avant, débattues, analysées et répercutées au fil des pages. Les domaines où les femmes sont présentées sont moins nombreux que ceux des hommes, elles sont cantonnées aux sphères de la santé, de l'éducation, du sport, parfois de la culture ou plus « anecdotiques », comme la mode.

Les champs de réflexion, d'analyse que produisent les chercheuses, que ce soit dans les sciences, la santé, la politique, l'économie, l'environnement, etc., sont nombreux, intéressants, innovants mais engloutis



Le Monde selon les femmes est une ONG de sensibilisation et de formation en genre et développement. Elle offre un appui à la mise en œuvre de pratiques garantissant l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi qu'un appui aux réseaux de femmes Sud/Nord. www.mondefemmes.org

dans la masse d'informations qui envahissent le quotidien. Avant, la pensée des femmes ou des féministes était ignorée, rejetée. Aujourd'hui, elle l'est tout autant par « manque de place », presque absente des grandes questions de nos sociétés modernes.

Une réalité banalisée

De plus, l'analyse genrée des problèmes de société est quasiment inexistante. Il y a une mystification des lecteurs et lectrices (ou auditeurs, téléspectateurs, internautes) : les discours typiques et traditionnels tendent à simplifier à outrance, à banaliser les faits réels exposés.

Dans le cas des violences faites aux femmes ou aux enfants, il est encore courant de donner dans les médias plus d'espace aux bourreaux qu'aux victimes.

Le thème de la prostitution est un exemple de traitement (journalistique) partial. Il persiste à être analysé sommairement, et non du point de vue d'une violence ordinaire et admise faite aux femmes.

On peut souligner néanmoins que des contre-exemples existent et constituent une avancée. En Belgique, comme dans le monde, des initiatives pour tenter de ramener l'équilibre sont en place, de plus en plus d'acteurs et d'actrices sont formés par des organisations expertes en genre. Des hommes et des femmes qui croient aux changements travaillent ensemble de manière responsable pour une société égalitaire. ●

Poupette Choque et Alicia Novis

Le Monde selon les femmes

(1) « Rebondir sur Pékin + 10 », Institut pour l'Égalité des femmes et des hommes, 2007, egalite.hommesfemmes@meta.fgov.be

(2) <http://www.quelgenredinfos.be/>

ACTUS NORD-SUD

L'aide à un niveau record, mais toujours insuffisante

L'aide publique au développement a atteint en 2010 un niveau record, mais reste en-deçà des promesses faites par les pays riches aux États les plus pauvres, notamment ceux d'Afrique. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui a tiré ce bilan, redoute en outre un ralentissement de l'aide publique au développement dans les années à venir en raison des politiques d'austérité budgétaire.

L'aide fournie par les 23 principaux États bailleurs de fonds s'est donc élevée en 2010 à 129 milliards de dollars. C'est en soi une excellente nouvelle, mais l'OCDE estime qu'il manque encore 19 milliards de dollars pour atteindre en 2015 les Objectifs du millénaire pour le développement.

L'écart entre les engagements et l'aide effectivement engagée est encore bien plus grand pour l'Afrique. Sur les 25 milliards de dollars supplémentaires promis par le G8 en 2005, le continent n'en a reçu que onze et rien ne laisse prévoir que ce « retard de paiement » pourra sous peu être résorbé.

L'Union européenne, qui demeure le premier contributeur mondial pour l'aide au développement – 53,8 milliards d'euros en 2010 –, n'est pas mécontente de son bilan, tout en reconnaissant qu'elle n'est pas parvenue à atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés. Elle s'est engagée à porter son aide à 0,7% de son revenu national brut d'ici 2015, mais seuls quelques pays ont d'ores et déjà franchi cette barre ou sont en mesure de le faire à brève échéance. Avec 0,64% en 2010, la Belgique, si sa situation de crise le lui permet, paraît en mesure de rejoindre le club des pays vertueux.¹

Face à la solidarité trop mesurée des pays riches, l'OCDE compte désormais sur une coopération accrue des puissances émergentes, de plus en plus présentes en Afrique, pour réduire la pauvreté sur ce continent. En avril dernier,

la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud ont participé à Paris, pour la première fois, à une réunion de haut niveau sur l'aide publique au développement. Il y a là comme la perspective, si pas d'une prise de relais, tout au moins d'un précieux renfort.

(1) La bonne performance de la Belgique est remise en cause par certains parce que l'on comptabilise aussi, dans l'aide au développement, des remises de dettes ou encore l'accueil des demandeurs d'asile.

Burkina Faso Une tranquillité très troublée

Réputé pour sa tranquillité et sa stabilité, le Burkina Faso a vécu entre février et avril deux mois très troublés. Tout a démarré en février, dans la ville de Koudougou, par la mort d'un lycéen à la suite de son passage dans un commissariat de police. Ce tragique événement a donné le coup d'envoi à une vague de manifestations populaires impliquant la quasi-totalité des couches de la population, chacune ayant ses revendications : élèves et étudiants, magistrats, commerçants, personnels de santé, enseignants, etc.

Plus inquiétantes pour le président Baise Compaoré, au pouvoir depuis 24 ans, furent les mutineries de soldats, dont ceux de sa garde personnelle, et de compagnies de gendarmerie.

Les soldats, qui réclamaient des revalorisations salariales, le versement d'indemnités de logement et de primes alimentaires ou encore la libération de certains de leurs camarades condamnés par la justice, ont beaucoup tiraillé, parfois à l'arme lourde, se sont livrés au pillage et ont fait quelques victimes innocentes. Pas trop nombreuses, heureusement. À Fada N'Gourma, où est installée l'antenne des Îles de Paix, le Palais de justice a été attaqué et les soudards ont suscité beaucoup d'émoi dans la population.

Le pouvoir a fait face tant bien que mal, mettant de nombreuses villes sous couvert-feu,



Blaise Compaoré ne semble pas prêt à «dégager» !

mais il a finalement cédé à la plupart des revendications des porteurs d'armes et d'uniformes. En revanche, les autres catégories sociales entrées en contestation n'ont eu droit qu'à des promesses de dialogue et de réformes plus ou moins vagues, à la baisse du prix des denrées de base et à des suppressions de taxes.

Un nouveau gouvernement a été mis en place, au sein duquel Blaise Compaoré s'est réservé le ministère de la Défense. On n'est jamais trop prudent ! Le calme s'est rétabli courant avril, mais le malaise demeure palpable.

Impunité, vie chère, corruption, accaparement des richesses nationales par la mouvance au pouvoir, jeunesse laissée sans perspectives sont autant de sujets de mécontentement qui pourraient déboucher, s'ils ne sont pas traités par le pouvoir, sur de nouvelles crises.

Début juin, une mutinerie s'est encore produite à Bobo Dioulasso, la capitale économique du pays. Pour la première fois depuis le début des troubles, le pouvoir a employé la manière forte en faisant intervenir la sûreté présidentielle.

Equateur Les techniciens paysans aux commandes

En Equateur, une des actions marquantes d'Îles de Paix a été la formation dans les différentes communes partenaires de centaines de técnicos campesinos, de simples paysans initiés, par des programmes adaptés à leurs activités et besoins, à des techniques



Les techniciens paysans : d'utilité publique.

améliorées de culture et d'élevage.

Ces técnicos sont dans leurs communautés d'efficaces relais pour une large diffusion de ces techniques à l'ensemble des producteurs. Ils ont été et sont encore de précieux leviers de développement, des conseillers écoutés, des personnes de référence sur qui l'on peut s'appuyer.

Ces programmes de formation ont été en quelque sorte reconnus d'utilité publique : ils sont certifiés par des instances officielles qui se sont efforcées de les reproduire. Un bel effet tache d'huile.

En ce qui concerne ceux qui en ont bénéficié, on peut constater que ces formations ont largement concouru à leur autonomie, à leur capacité de s'organiser et de négocier avec des organismes publics œuvrant dans le secteur agricole. À titre d'exemple, les techniciens paysans du canton de Pallatanga ont pris la responsabilité de la section locale du Comité national d'éradication de la fièvre aphteuse (CONEFA). Et leur action s'étend bien au-delà des limites du canton, puisqu'ils participent à des campagnes de vaccination dans deux autres entités de la province de Chimborazo.

Pour mieux encore assurer la durabilité de leur activité, Iles de Paix, en collaboration avec les autorités locales et le CONAFA, a appuyé le processus de légalisation de ce groupe de techniciens paysans et financé la rénovation du bâtiment mis à leur disposition par la municipalité. Sept techniciens paysans constituent, avec

une secrétaire, la représentation à Pallatanga du très officiel CONAFA. Une véritable consécration pour des personnes qui demeurent par ailleurs et surtout de simples exploitants agricoles.

Pérou **Des cochons d'Inde** **« améliorés »**

Dans la région de Huánuco, où intervient Iles de Paix, l'élevage du cochon d'Inde est une activité traditionnelle qui permet d'améliorer en protéines animales l'alimentation familiale. Le cochon d'Inde se consomme dans les Andes comme le lapin en Europe.

Bien qu'ancré dans les habitudes paysannes, l'élevage du cochon d'Inde demeure très rudimentaire. Chaque famille dispose d'une dizaine d'animaux, juste de quoi consommer un peu de viande dans les grandes occasions. Les cochons d'Inde se réfugient derrière la cheminée où ils bénéficient d'un peu de chaleur et s'alimentent des restes de la cuisine. Le taux de mortalité est élevé et les animaux sont très maigres.

Avec Iles de Paix, les femmes du village de Santa Maria del Valle se sont engagées dans un projet d'amélioration de l'élevage du cochon d'Inde.

En 2010, septante familles ont participé à ce projet essentiellement basé sur la formation technique et l'introduction de cochons d'Inde de race améliorée. Les femmes ont installé des parcelles de fourrage, se sont initiées aux techniques d'élevage et aux soins à prodiguer à leurs animaux pour assurer leur développement optimal. Chaque femme a par ailleurs construit un « atelier » d'élevage pour accueillir des cochons d'Inde de race améliorée.

La plupart des participantes disposent aujourd'hui d'une soixantaine d'animaux de qualité et poursuivent leurs efforts pour augmenter leur nombre.

Fort de ce succès, Iles de Paix a décidé début 2011 de reproduire l'expérience avec un nouveau groupe de septante femmes.

Il s'agit bien sûr d'une petite activité, mais qui concourt notablement à l'amélioration de l'alimentation des familles et leur assure un revenu d'appoint.

Mali **Opération compostage**

Au Mali comme au Burkina Faso, Iles de Paix promeut la production de compost pour une amélioration de la fertilité de sols généralement très pauvres et une hausse des rendements des cultures. La disposition de compost permet en outre de limiter le recours à des engrais chimiques auxquels de nombreux paysans n'ont qu'un accès limité, faute de moyens financiers.

Dans un premier temps, ce programme compostage visait essentiellement l'amélioration des cultures vivrières traditionnelles de mil et de sorgho. En 2009 et 2010, une cinquantaine de producteurs, issus de cinq villages, y ont participé.

Depuis cette année, cette activité concerne aussi les paysans pratiquant la culture du riz sous irrigation grâce à l'aménagement de bas-fonds, ces terres basses où l'on peut maintenir longtemps les eaux de la saison des pluies.

Chaque producteur bénéficie d'une double fosse fumière permettant de produire dix tonnes de fumure organique sur une période de deux à trois mois. De quoi assurer à leurs parcelles un amendement important.

Les paysans creusent les fosses, collectent, transportent et assemblent les pierres qui les encadrent et s'acquittent d'une participation financière modeste de 5 000 francs CFA (soit 7,5 euros). Iles de Paix fournit à chacun une fourche pour la manipulation du compost, assure une formation technique et l'accompagnement de l'activité.

Ce programme compostage aura à terme une belle ampleur : il concernera dans cinq villages quelque 210 producteurs, ce qui représentera l'installation et l'exploitation de plus de 400 fosses.

Education au **développement** **Des milliers d'animations**

L'éducation au développement propose au public, et particulièrement aux jeunes, une ouverture sur le monde en développement, sur les rapports Nord-Sud, sur les enjeux de la coopération internationale. Au-delà de l'information,

elle vise une sensibilisation aux grands problèmes de notre temps et, mieux encore, un engagement citoyen.

À Iles de Paix, l'action d'éducation recourt à toute une panoplie d'outils et d'activités très diverses. Parmi celles-ci, les animations menées dans les écoles, du niveau maternel à l'enseignement secondaire, sans oublier quelques interventions dans des écoles normales.

Ces animations proposent aux enseignants et à leurs élèves du sur mesure, pour répondre au mieux à leurs attentes et préoccupations. La diversité des outils pédagogiques qui ont été conçus au fil des années est à cet égard d'un grand secours, mais il est possible aussi de bâtir des interventions tout à fait spécifiques.

Pour se rendre compte de l'importance prise par cette action d'éducation, il suffit de s'en référer aux chiffres enregistrés en 2010 : 873 animations ont été proposées à 28 719 élèves.

Quantité doit cependant rimer avec qualité. Deux évaluations effectuées l'année dernière par des personnes indépendantes d'Iles de Paix sont à cet égard encourageantes. La première, portant sur l'enseignement primaire, a mis en évidence l'impact des animations sur les élèves : rétention des informations transmises et compréhension du message.

La seconde a sondé les enseignants : il s'agissait de savoir si le dispositif pédagogique mis en place par Iles de Paix contribuait à

renforcer la présence de l'éducation au développement dans les établissements scolaires. La tonalité générale de leurs réponses est très positive.

A noter : l'offre éducative d'Iles de Paix est minutieusement détaillée sur son site internet (www.ilesdepaix.org). On peut aussi bien y commander des dossiers pédagogiques que réserver des animations.

Bouche-à-oreille sur Internet

On peut découvrir depuis peu sur Internet quatre courts dessins animés assez féroces retraçant les mésaventures d'un papillon victime d'un monde décidément impitoyable. Ces histoires très noires illustrent quatre grandes problématiques du développement humain : l'accès à l'éducation, à l'eau potable, à la nourriture, le droit à la paix et à la sécurité.

Ces dessins animés ont vocation à se répandre largement sur Internet, via les réseaux sociaux, ou simplement par mail. Il s'agit de faire prendre conscience à un maximum de personnes que des injustices insupportables pourrissent la vie de centaines de millions de personnes à travers le monde, mais que chacun peut agir à sa manière pour les combattre. Les scénettes renvoient au site cadoitchanger.be, une mine d'informations sur la planète telle qu'elle tourne et sur des pistes d'actions positives.

Vous pouvez participer à ce bouche-à-oreille électronique,

à ce buzz ou encore à ce marketing viral en invitant vos amis et connaissances à visionner ces quatre dessins animés et participer eux aussi à leur diffusion. Pour les retrouver sur Dailymotion, il suffit de cliquer sur le papillon qui se trouve sur la page d'accueil du site Iles de Paix. À vos souris! ●



Les mésaventures du papillon renvoient à celles vécues par de trop nombreux humains.

DICO

Suivi-évaluation

Le travail de développement est trop crucial, vital pour tant d'individus, pour qu'il soit réalisé à la légère, à l'aveugle, sans qu'on prenne la peine d'interroger ses résultats, son efficacité, sa durabilité.

Depuis quelques années, Iles de Paix a entrepris de se doter d'un dispositif de suivi-évaluation qui doit permettre de mesurer les résultats et impacts de ses interventions dans le Sud. Cela suppose d'établir au départ des situations de référence, de définir des indicateurs d'impact, de suivre la manière dont ils évoluent, d'évaluer les avancées qui ont été obtenues.

Ce travail minutieux, qui peut paraître fastidieux, est riche d'enseignements. Il permet le cas échéant de corriger le tir dans un projet en cours et aussi de mieux définir et calibrer de futures interventions.

La démarche de suivi-évaluation est exigeante et elle peut être cruelle, parfois. Elle est aujourd'hui pour les acteurs du développement un gage de crédibilité, tant vis-à-vis de leurs bailleurs de fonds, de leurs donateurs que des partenaires pour lesquels ils se mobilisent. ●



Séance exceptionnelle avec un intervenant burkinabè.

Le développement, c'est l'affaire des gens...

Quatre questions à des personnes qui, ici en Belgique et là-bas dans le Sud, sont ou ont été des compagnons de route d'Iles de Paix.

1. Pour vous, qu'est-ce que c'est, le développement ?
2. Pourquoi vous impliquez-vous en faveur du développement ? D'où vient votre engagement ?
3. Quel fut le moment le plus fort de votre collaboration avec Iles de Paix ? Pourquoi avez-vous choisi ce moment ?
4. Qu'est-ce qui dans le monde, vous réjouit ou, au contraire, vous révolte le plus ?

Ici: Cindy Roland



Cindy enseigne la photo à l'Institut d'enseignement des arts, techniques, sciences et artisanats (IATA, Namur). Elle est impliquée dans un projet de voyage de formation qui conduira cet automne au Burkina quelques-uns de ses élèves.

1. Le développement, c'est aider et non s'enrichir. Partager et non imposer. Boire et manger pour générer la vie et non générer l'argent en empoisonnant. Mélanger des cultures pour apprendre, être plus fort, non par quête du profit. Trois priorités : permettre à chaque homme l'accès à l'eau, la nourriture et la santé.
2. Il vient d'un projet proposé par Iles de Paix qui organise des voyages avec des étudiants du secondaire. Etant leur professeur, j'ai la chance de participer à ce projet. Mes élèves vont ainsi pouvoir réaliser des photographies du pays, des gens qu'ils vont rencontrer. Ils partiront avec « l'image » de leur pays et reviendront avec « leur image » du Burkina. Echanges d'images, de savoirs et passion sont au rendez-vous. Pourquoi ? J'avoue être tombée amoureuse de l'Afrique (pour avoir un peu découvert le Sénégal et Maroc). Je souhaite vraiment m'engager, aussi modestement que ce soit, en faveur du développement. L'art est un langage universel et permet aux artistes de communiquer avec le monde. Passion de la photographie, solidarité et partage sont les mots résumant mon engagement.
3. Je répondrais notre week-end de formation préparatoire à notre voyage au Burkina. Un temps de cette formation à été consacré à la photographie. Les élèves et le formateur d'Iles de Paix ont été invités à réaliser un sténopé (boîte dans laquelle un trou minuscule est percé et qui permet de prendre une photographie). C'est toujours un émerveillement pour l'enseignante que je suis chaque fois que je perçois dans les yeux de celui qui fabrique cet objet qu'il vient de découvrir simplement la genèse de la photographie. J'ai choisi ce moment car il représente bien ce que j'aime le plus dans ce projet, à savoir l'échange de savoirs et de passions !

4. Ce qui me réjouit, ce sont toutes les merveilles naturelles : la faune, la flore, la vie, l'art,... mais aussi les petits plaisirs de la vie (un bon repas, danser, une poignée de main, un sourire). Ce qui me révolte : les guerres, l'égoïsme, la pollution, l'injustice, le racisme.

Là-bas : Colette Dakouo

Elle fut animatrice à Sahel Eco, une ONG malienne de développement local. Depuis 2004, elle siège au conseil communal de Fangasso, une commune où intervient Iles de Paix. Actuellement, elle est 2^e adjointe au maire de la localité.

1. On dit qu'une communauté se développe lorsqu'elle quitte une situation difficile pour une autre plus défavorable à de bonnes conditions de vie. Concrètement, j'ai personnellement constaté dans mon village, Matina, que les dépenses de santé engendrées par des maladies liées à l'eau ont considérablement diminué avec la réalisation de deux points d'eau potable. Parallèlement, les activités génératrices de revenus telles que le petit commerce ou l'embouche se sont développées. Les bénéficiaires ainsi dégagés contribuent au confort matériel, si minime soit-il, de la population. C'est ça, le développement !
2. En tant qu'élue communale, je suis quotidiennement confrontée avec acuité aux contraintes liées au développement local. De plus, j'ai un désir profond d'être utile à ma communauté en mettant en valeur ma modeste connaissance intellectuelle et sociale au service de l'amélioration des conditions de vie des gens.
3. Le lancement officiel du partenariat entre Iles de Paix et la commune de Fangasso. Surtout, la démarche d'animation pour l'identification du programme de développement à réaliser dans notre localité, avec la participation active de toutes les forces vives de la commune, a constitué le moment qui m'a fortement impressionnée. Les projets qui vont découler de cette démarche, vraiment participative, répondront très certainement aux vrais besoins de nos populations.
4. La pauvreté, quelle que soit sa forme, est la situation qui me révolte le plus. J'ai mal lorsque je vois quelqu'un qui n'arrive pas à satisfaire ses besoins les plus élémentaires. Dès lors, j'ai un rêve : que chacun partout dans le monde, au Nord comme au Sud, parvienne à assurer dans la dignité une amélioration de ses conditions de vie. ●

